

Revue de presse

14 décembre 2015

La manifestation organisée par le mouvement « Hetsika Madagasikara ho an'ny Malagasy », à Ambohitatovo le 12 décembre dernier, est à la Une des quotidiens. Très tôt dans la matinée, la place a été quadrillée par les forces de l'ordre. En effet, la manifestation n'a pas eu l'autorisation de la Préfecture d'Antananarivo. La presse s'est attendue à des échauffourées mais finalement, le rassemblement s'est dispersé dans le calme.

Politique interne

LA LOI DE FINANCES INITIALE 2016 PASSERA EN SESSION PLENIERE DEMAIN

L'examen de la Loi de Finances 2016 est prévu à partir de ce jour. Plusieurs projets d'amendements tels que l'augmentation du budget alloué à la Chambre basse ou encore la libéralisation des importations de tabac sont attendus. Les débats s'annoncent donc houleux. (**L'Express de Madagascar**, p.5). **La Gazette de la Grande île** a contacté certains députés qui ont indiqué que leur décision dépendra de leurs échanges avec le Directeur général des Douanes (représentant du ministère des Finances et du Budget) lors de la séance plénière. (**p.5**) Selon **Madagascar Matin**, « certains députés ont suggéré de rendre le projet de loi au gouvernement pour qu'il soit réétudié et décortiqué » (**p.3**). **La Vérité** est encore plus alarmiste en annonçant que la Chambre basse prévoit de boycotter la Loi de Finances 2016, voire d'élaborer une éventuelle motion de censure contre le gouvernement. Selon les informations recueillies par le quotidien, une réunion à huis clos des parlementaires est prévue, ce jour, durant laquelle ils discuteront des mesures qu'ils vont adopter. (**p.3**)

ECHOS DE LA SESSION PLENIERE DU 11 DECEMBRE

Madagascar-Laza et **Tia Tanindrazana** ont couvert le face-à-face entre Roland Ratsiraka, ministre des Travaux publics et les députés, le 11 décembre dernier. Le ministre a exposé les réalisations ainsi que les défis de son département pour la période 2015-2016, à Tsimbazaza. Il a évoqué, entre autres, la réhabilitation de la Route nationale numéro 44 reliant Moramanga à Ambatondrazaka, l'aménagement de la RN 5 reliant Soanierana Ivongo à Maroantsetra ainsi que la réparation des « nids de poule » sur les réseaux structurants dont ceux des RN 2, 4, 6 et 7. Le coût total des projets est évalué à plus de 2 832 milliards d'Ariary. Les députés ont profité de la séance plénière pour dénoncer le délabrement avancé des routes et pour fustiger la qualité des travaux des entrepreneurs. Roland Ratsiraka a reconnu que les défis sont nombreux mais a rassuré les députés de la volonté du gouvernement de désenclaver et d'améliorer les réseaux routiers dans les zones productives. (**p.2**)

REVENDEICATION DES ÎLES EPARSEES : MANIFESTATION SANS INCIDENT A AMBOHIJATOVO

Comme prévu, les partisans du mouvement « Hetsika Madagasikara ho an'ny Malagasy » se sont donnés rendez-vous, samedi dernier, sur la place du 29 mars à Ambohitatovo et ce, malgré l'interdiction du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation. Vendredi dernier, ce département avait effectivement averti que toute manifestation à caractère politique est prohibée à cause de la trêve de fin d'année. Qui plus est, la manifestation n'avait pas obtenu l'autorisation du Préfet d'Antananarivo. La Commune urbaine de la capitale avait proposé le site d'Andohatopenaka pour la tenue de l'événement. Samedi, très tôt dans la matinée, la place d'Ambohitatovo et ses environs ont été bouclés par les forces de l'ordre. Les manifestants ont commencé à former de petits attroupements vers huit heures du matin. Les leaders du mouvement à savoir, Alain Ramaroson, Joseph Yolande, Rajaonah Andrianjaka et René

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

ECES
CENTRE EUROPEEN
D'APPUI ELECTORAL

OSSERVATORIO
di Pavia Media Research

Search for
Common Ground

Center for
Creative Leadership



Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Rasolofo ne sont arrivés qu'à neuf heures quarante. La tension a commencé à monter d'un cran lorsque les éléments de l'EMMO-REG ont repoussé la tentative des manifestants d'entrer dans l'enceinte du jardin et d'occuper le parking devant la stèle de 1947. Mais au final, aucun affrontement n'a eu lieu. Après quelques pourparlers et quelques hausses de ton, les Forces de l'ordre ont autorisé les meneurs de grève à déposer des gerbes de fleurs sur la stèle de commémoration du mouvement de 1947. Après le départ des leaders du mouvement, quelques irréductibles ont tenté d'initier une marche vers le consulat de France à Ambatomena, mais sans succès. (**L'Express de Madagascar**, p.3 ; **Midi Madagasikara**, p.2 ; **Madagascar-Laza**, p.3 ; **Les Nouvelles**, p.2 ; **La Vérité**, p.3 ; **Tia Tanindrazana**, p.2)

- « La réclamation des îles Eparses ne devrait pas faire l'objet de déstabilisation du régime » a réagi le ministre d'Etat en charge des Projets présidentiels, de l'Aménagement du Territoire et de l'Equipement, Rivo Rakotovao. Il a rappelé que ces îles appartiennent de droit à Madagascar et que leur restitution nécessite du tact et de la diplomatie. (**Madagascar-Laza**, p.3)
- « Il est clair à présent que les Forces de l'ordre malgaches sont utilisées par les dirigeants français pour protéger leurs intérêts à Madagascar » a dénoncé le leader du parti Otrikafo, Rajaonah Andrianjaka. (**La Vérité**, p.3)
- « Le bilan est positif vu la motivation et le courage manifestés par les personnes venues à Ambohijatovo » estime René Rasolofo, un des leaders du mouvement « Hetsika Madagasikara ho an'ny Malagasy ». L'ancien membre du Conseil supérieur de la Transition a réitéré « qu'il ne faut pas profiter de la misère généralisée à Madagascar pour s'accaparer de ce que le peuple a hérité de ses ancêtres ». (**L'Observateur**, p.3)
- « La manifestation s'est transformée en dépôt de gerbes » commente **Madagascar-Laza** qui rappelle que le mouvement « Hetsika Madagasikara ho an'ny Malagasy » avait brandi la menace de défier les Forces de l'ordre. Le quotidien a approché le Général Florens Rakotomahanina, Commandant de la circonscription inter-régionale de la gendarmerie d'Antananarivo, qui a indiqué qu'ils ont quadrillé le jardin d'Ambohijatovo sur les ordres de l'Organe mixte de conception d'Antananarivo. Le Général a réitéré que l'ordre public a été respecté et qu'aucun débordement ne s'est produit ». (p.3)
- « Il n'y avait pas autant de monde qu'on l'aurait souhaité » note **Madagascar Matin**. Le quotidien explique ce manque d'engouement des citoyens par la terreur instaurée par le régime Rajaonarimampianina. Par ailleurs, le journal reconnaît que la population n'a « pas vraiment le temps d'être patriote » face aux difficultés de la vie. (p.2)
- Selon la version de **L'Observateur**, « le grand sit-in de solidarité, organisé par le mouvement pour la protection des îles Eparses, a pu rassembler une foule immense ». Le quotidien conclut ainsi que les leaders du mouvement n'ont pas prêché dans le désert. (p.3)
- « Tout est bien qui finit bien » se réjouit **La Gazette de la Grande île**. Le quotidien a eu peur que la manifestation ne dégénère, surtout après que certaines ambassades occidentales aient fermement mis en garde leurs ressortissants. Le quotidien a d'ailleurs remarqué que l'ambassade de France a sollicité de Paris les services d'unités d'élite. (p.3)
- « Les Forces de l'ordre défendent-elles les voleurs ? » se demande **Tia Tanindrazana** après que les autorités aient dispersé les grévistes par des bombes lacrymogènes. Le quotidien soutient dans ses colonnes que les éléments de l'EMMO-REG se trompent de cible car « les voleurs sont les Français ». (p.2)

AFFAIRE MARA NIARISY. UN NEVEU DU DEPUTE INCARCERE

Les éléments des forces de l'ordre ont saisi quatre fusils de chasse de calibre 12 durant la perquisition du domaine du député Mara Niarisy à Ankazoabo-Atsimo, le 15 septembre dernier. Seule l'une des armes retrouvées avait des papiers en règle. Deux des fusils étaient neufs. Des munitions de fabrication artisanale ont été également retrouvées. Dans la semaine du 16 novembre, les proches du député

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



d'Ankazoabo-Atsimo ont présenté au Tribunal un document, dans lequel il est précisé que les armes en question appartiendraient à une seule personne. La gendarmerie a décidé d'enquêter sur l'origine du document. Les éléments de la compagnie territoriale ont ainsi fouillé la ville de fond en comble et ont fini par arrêter le neveu du parlementaire Mara Niarisy, vendredi dernier. Le jeune homme, âgé d'une vingtaine d'années, a été placé sous mandat de dépôt à la maison d'arrêt d'Ankazoabo-Atsimo avec comme chef d'inculpation la production de cartouches de fabrication artisanale, utilisées pour les fusils de chasse. (L'Express de Madagascar, p.5 ; Les Nouvelles, p.4)

- **Les Nouvelles** rapporte, dans ses colonnes, que la famille du député Mara Niarisy subit actuellement les conséquences de la confiscation de leurs armes par les forces de l'ordre. Selon les témoignages recueillis par le quotidien, les proches du parlementaire ont dernièrement été victimes d'une série de vols. Une quarantaine de bovidés leur ont été dérobés. (p.4)

RIDEAU SUR LA COP21. SIGNATURE DE L'ACCORD DE PARIS

Les 195 pays participants à la COP21 ont adopté l'Accord de Paris, qui a pour objectif de limiter la hausse de la température moyenne globale bien au-dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels, assortie d'une indication que les efforts doivent être maintenus pour viser un objectif de 1,5°C, d'ici 2100. Pour Madagascar, le principal point problématique, qui n'a pas été entièrement réglé, est la demande de compensation à l'endroit des pays « historiques polluant » pour les pertes et préjudices causés par les effets irréversibles du changement climatique. Malgré tout, au même titre que les autres pays moins avancés, la Grande île sera favorisée dans l'accès aux supports et dispositifs requis pour la mise en œuvre de son plan d'action national sur le changement climatique. (Midi Madagasikara, p.2 ; Madagascar Matin, p.2)

- **Midi Madagasikara** est revenu sur l'agenda chargé de la délégation malgache conduite par le Président Hery Rajaonarimampianina. Madagascar a participé à l'Action Day du 5 décembre. Le même jour, le ministre de l'Environnement, Ralava Beboarimisa a signé la Déclaration commune « Because the Ocean » ainsi que la lettre d'intention d'achat de crédit carbone d'un montant de 50 à 90 millions de dollars avec la Banque mondiale. (p.2)
- « L'Accord de Paris reprend l'engagement des pays développés envers les pays en développement, conformément aux principes de la Convention, ce qui est favorable pour Madagascar » a réagi le ministre de l'Environnement Ralava Beboarimisa. Il regrette cependant que le mot « Afrique » n'ait pas été mentionné dans l'article 9 relatif aux finances de l'Accord qui ne préconise aucune obligation de réduction des émissions polluantes destinées aux pays pollueurs. (Midi Madagasikara, p.2)
- « L'Accord de Paris est acceptable puisqu'il tient compte des principales préoccupations de notre Nation mais les considérations importantes seront encore à insérer dans les décisions futures de la COP pour bien cadrer sa mise en œuvre » a déclaré le négociateur malgache Hery Rakotondravony. (Midi Madagasikara, p.2)

DEVELOPPEMENT HUMAIN. UN ATELIER SUR LA MOBILISATION DES RESSOURCES INTERIEURES A FIANARANTSOA

Après Antananarivo et Toamasina, ce fut au tour de Fianarantsoa d'accueillir l'atelier régional sur la thématique « Mobilisation des ressources intérieures et développement humain » le 11 décembre dernier. L'événement entre dans le cadre du 6^{ème} rapport national sur le développement humain. Initié par le ministère de l'Economie et de la Planification et présidé par le ministre Herilanto Raveloharison, cet atelier veut promouvoir l'exploitation rationnelle des richesses pour parvenir à une croissance économique inclusive. En effet, les promoteurs de la MRI sont convaincus que la construction du développement ne doit plus uniquement dépendre des aides extérieures. L'atelier a vu la forte participation d'opérateurs économiques et d'étudiants. (Midi Madagasikara, p.5)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



L'ANCIEN PREMIER MINISTRE EMMANUEL RAKOTOVAHINY HAUSSE LE TON

« Cela fait presque un an que le Président de la République a promis au peuple malgache, du travail et des grands chantiers (...) Aucun chantier n'est entamé » s'est insurgé Emmanuel Rakotovahiny, leader du parti Union nationale pour la démocratie et le développement dans les colonnes de **La Vérité** et de **Madagascar-Laza**. Il fait référence aux grands travaux afférents au Sommet de la Francophonie ainsi qu'aux travaux d'agrandissement de l'aéroport d'Ivato. Pour l'ancien Premier ministre, le régime n'est pas le seul responsable. « Sommes-nous tous complices de ce régime ? Car qui ne dit mot consent... » a-t-il lancé à l'intention des opposants, de la société civile et des intellectuels. Selon son avis, « constater ne suffit plus ». Il appelle toutes les forces vives de la Nation à avancer des propositions concrètes et réalisables. (p.2)

Economie et société

ADVANCE CARGO DECLARATION. L'AGENCE PORTUAIRE MARITIME ET FLUVIALE FAIT MACHINE ARRIERE

A la suite d'une concertation entre le ministre du Tourisme, des Transports et de la Météorologie, l'Agence Portuaire Maritime et Fluviale et le secteur privé, le 12 décembre dernier, la circulaire 1436 bis/APMF/DG15 du 30 novembre 2015 a été annulée. Ainsi, « aucun paiement de redevance, de quelque sorte que ce soit, n'est exigible pour l'obtention des numéros ENS/EXS ». Concrètement, il s'agit des numéros devenus obligatoires dans le cadre de l'application de l'Advance cargo declaration pour toutes les procédures d'importation et d'exportation. Dans la pratique, le projet de collecte d'un frais de prestation de 100 euros supplémentaires par armateurs dans le cadre de l'ACD est suspendu. (L'Express de Madagascar, p.5 ; Midi Madagasikara, p.4 ; La Gazette de la Grande île, p.2)

REACTIONS SUR L'INSECURITE DANS LE SUD

L'opération de sécurisation « Fahalemana » est prévue s'achever le 20 décembre prochain. La recrudescence de l'insécurité continue cependant d'être un casse-tête pour les autorités. S'exprimant sur le sujet, le Secrétaire d'Etat à la Gendarmerie, le Général Didier Paza, a avoué ce week-end, « qu'il n'y aura, de toute façon, jamais assez de gendarmes pour lutter contre l'insécurité ». Selon l'analyse de **Madagascar Matin**, le problème vient des dirigeants. « Depuis que Hery Rajaonarimampianina est au pouvoir, les forces de l'ordre n'ont servi qu'à la répression (...) l'insécurité ne sera jamais réglée tant que les dirigeants ne changent pas leur manière de penser et d'agir » critique le journal (p.3). **Les Nouvelles** rapporte la voix d'une délégation de la population de Betroka dans ses colonnes. Ces représentants ont rejoint la capitale pour exiger des investigations plus approfondies sur l'origine de l'insécurité. Pour eux, le problème dans le sud résulte de clivages sociaux. Ils sont convaincus qu'il ne peut être résolu par une répression armée. (p.4). Johary Prosper, assistant parlementaire de Betroka, intervenu dans **Madagascar-Laza**, partage le même avis. Il recommande la mise en place d'un pacte communautaire ou « dina » ainsi que la restauration de la confiance entre la population et les autorités locales. Alfred Andriamampianina, maire de la commune rurale d'Anjiro, a également partagé son avis dans les colonnes du quotidien. Selon sa théorie, « l'insécurité dans le sud est liée à la forte consommation de viande de zébu dans la capitale ». (p.7)

Communauté internationale

L'AMBASSADEUR SUD-AFRICAIN GERT GROBLER ENCOURAGE LA RECONCILIATION NATIONALE

Après trois ans de travail pour le développement des relations entre la SADC, l'Afrique du sud et Madagascar, Gert Grobler, ambassadeur de la Nation arc-en-ciel, est arrivé au terme de sa mission

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



dans la Grande île. En marge de la cérémonie de remise de distinctions honorifiques, qui s'est tenue au ministère des Affaires étrangères, il a insisté sur la réconciliation nationale. Le diplomate a rappelé que « la stabilité reste l'élément-clé pour le futur du pays ». Se basant sur les expériences de son pays, il a souligné que seuls les dialogues, les compromis et la réconciliation peuvent mener à l'unité, à la paix, au développement et à la stabilité. S'adressant aux acteurs politiques, il leur recommande de taire leurs ambitions politiques personnelles et d'abolir la recherche d'intérêt d'un groupe restreint. « L'ultime noble objectif national devrait être l'amélioration de la vie des 22 millions de Malgaches » a-t-il conclu. (Madagascar-Laza, p.2 ; Les Nouvelles, p.3 ;)

DEVELOPPEMENT. UNE DELEGATION JAPONAISE A MADAGASCAR

Une délégation de la Chambre des Conseillers japonaise est en visite dans la Grande île du 13 au 15 décembre, en vue des projets de l'Aide publique au développement. Selon le communiqué de presse de l'ambassade du Japon, « cette mission a pour objectif de mener des enquêtes de suivi sur les projets de l'ADP japonais afin d'identifier les besoins du pays ». La délégation prévoit de visiter plusieurs sites bénéficiaires de l'assistance du Japon, à savoir, le By Pass de la Route nationale numéro 7, le Centre hospitalier universitaire de gynécologie-obstétrique de Befelatanana, le parc Tsimbazaza, l'hôpital Saint François d'Assise Ankadifotsy et le Lycée Nanisana. (L'Express de Madagascar, p.5 ; Les Nouvelles, p.3)

Format de couverture

La nouvelle Commission Electorale Nationale Indépendante sera-t-elle capable d'organiser des élections libres, transparentes et démocratiques ? **Midi Madagasikara** a consacré une page entière à « la CENI de la IVème République » qui fera face à son premier « test grandeur nature » le 29 décembre prochain, durant les sénatoriales. Le quotidien est revenu sur le contexte de la mise en place de la Commission et sur ses principales missions. Historiquement, le projet de loi régissant la CENI a été voté par 85 députés sur 86, le 8 octobre. Les parlementaires issus de la plate-forme Armada n'ont pas participé au vote. La CENI a pour mission de « gérer, d'organiser et de superviser les opérations électorales et référendaires, de faire respecter les législations électorales à tous les niveaux en vue d'assurer la crédibilité des élections et d'assurer l'éducation des électeurs ». Le journal informe, par ailleurs, ces lecteurs que les membres de la CENI sont « mieux rémunérés que ceux du gouvernement ». Son Président perçoit 6 millions d'Ariary par mois, salaire et indemnités compris. Les autres membres, quant à eux, touchent un salaire de 4 millions d'Ariary. (p.12)

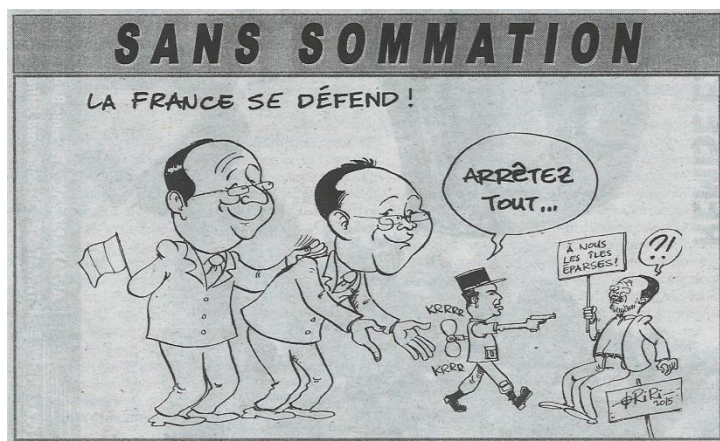


INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Un peu d'humour



La Gazette de la Grande île p.5

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrazaka@eces.eu

Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

ECES
CENTRE EUROPEEN
D'APPUI ELECTORAL

SSERVATORIO
di Pavia Media Research

**Search for
Common Ground**

**Center for
Creative Leadership**

Ce projet est financé par l'Union européenne